



La montagne marocaine revendique des lois justes et équitables. Plus, elle veut et mérite une loi spéciale, comme c'est le cas dans d'autres pays dans le monde. La Coalition civile pour la montagne est une nouvelle structure qui milite en faveur d'une réhabilitation de ces zones, à la faveur d'une approche Droit. Le gouvernement marocain n'entend pas encore rétablir dans leurs droits les populations qui endurent le calvaire du seul fait qu'ils habitent dans des endroits difficiles d'accès. Ses politiques publiques ne répondent pas encore aux spécificités spatiales. Ceci dit, la montagne est, pourtant, pleine de richesses. Eau, air, bois, écosystème, mines, biodiversité..., autant de valeurs ajoutées à même de contribuer à un développement global et durable. Un paradoxe, les montagnards ne bénéficient souvent pas des richesses produites dans leurs zones.

Ce weekend, la Coalition civile pour la montagne entend débattre, à Nador, de la « justice fiscale ». Une manière de réclamer justice auprès des pouvoirs publics, mais aussi de leur proposer l'une des pistes à même d'aider ces zones à rattraper le temps perdu. Les composantes de la Coalition évoquent même, dans ce contexte, une dette historique que l'Etat devrait payer à ces zones, restées en dehors des stratégies de développement.

Cette nouvelle dynamique civile s'inscrit dans le cadre du projet «Plaidoyer pour améliorer les conditions de vie des populations de la montagne», initié par l'association Al Hadaf avec le soutien de l'OXFAM.

Le rôle de la société civile s'avère ainsi intéressant, voire primordial pour initier des plaidoyers concrets et à dimension socioéconomique. Pour ce, la Coalition s'est organisée en quatre pôles (Rif, Moyen Atlas, Haut Atlas et Anti Atlas). Les débats ont mis l'accent sur le respect du triptyque : environnement social, environnement économique et environnement écologique. Un triptyque nécessaire pour assurer le développement durable.

Il s'agit, selon Mohamed Dich, l'un des animateurs de cette nouvelle dynamique, d'une «justice spatiale qui fait appel à une justice fiscale, à même de mettre fin à certains dysfonctionnements socio-économiques, tels que l'accessibilité aux services de santé, d'enseignement, d'eau et d'électricité ...